

**Délibération du Conseil d'Administration  
Du 19 septembre 2023**

**Objet : Approbation de l'avenant n°4 – opération de réhabilitation bâtiment  
Maupertuis**

**Vu** les statuts de l'Université d'Evry ;  
**Vu** le code de l'éducation.

Note de contexte :

*Par la convention n° 2018/02, l'Université et le MES ont confié à l'EPAURIF un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation énergétique du bâtiment Maupertuis.*

*Lors de la réalisation des travaux de l'opération, des aléas ont été rencontrés et des travaux supplémentaires ou modificatifs nécessaires ont été identifiés. De plus, l'opération fait face à des montants de révisions supérieurs aux prévisions en raison de la forte inflation.*

*Dans ce contexte, il apparaît nécessaire d'augmenter le coût global de l'opération de 825 000 € HT, soit 990 000 € TTC, afin de permettre la prise en compte de l'augmentation des révisions, des aléas et des travaux supplémentaires ou modificatifs.*

*L'Université n'ayant pas la capacité d'engager la totalité de ce montant à court terme, le présent avenant vise à augmenter le coût global de l'opération, dans un premier temps, de 450 000 € HT, soit 540 000 € TTC. Dans un second temps, un avenant supplémentaire est prévu en début d'année 2024 afin d'apporter un complément de financement dont le montant sera actualisé au regard des coûts des différents travaux supplémentaires engagés et des montants des révisions.*

*Le présent avenant n° 4 a pour objet de :*

- mettre à jour le préambule de la convention,*
- modifier le coût global de l'opération,*
- modifier le plan de financement prévisionnel de l'opération associé,*
- corriger une erreur matériel introduite à l'article 2 par l'avenant n° 2 : l'avenant avait, en effet, omis de mettre à jour les items exclus de l'enveloppe à l'article 2.2 de la convention initiale relative aux études préalables.*

*Il modifie le préambule, les articles 2 et 5 de la convention après avenant n° 3, ainsi que l'annexe n° 3. La version consolidée est jointe à la délibération.*



université  
PARIS-SACLAY

N° d'enregistrement  
CA/DGS/19.09.2023/1

**Le Conseil d'Administration décide,**

**Article unique :**

L'avenant n°4 présenté est adopté ainsi que la version consolidée de la convention initiale n°2018/02 pour l'opération de mise en sécurité et de réhabilitation énergétique du bâtiment Maupertuis, situé à Évry (91).

Fait à Evry, le 19 septembre 2023.

Vincent BOUHIER  
Président de l'Université



*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du Tribunal administratif de Versailles, sis 56 avenue de Saint-Cloud à Versailles. La juridiction peut être saisie de manière dématérialisée via l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

**Convention de mandat n° 2018/02  
pour l'opération de mise en sécurité et de réhabilitation  
énergétique du bâtiment Maupertuis, situé à Evry (91)**

***Version consolidée après l'avenant n° 4***

Entre les soussignés :

- **le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur**, représenté par le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris, désigné ci-après « le MES »,
- **l'Université d'Évry Val-d'Essonne**, maître d'ouvrage de l'opération, représentée par son président, désignée ci-après « l'Université », « l'UEVE » ou « le maître d'ouvrage »,
- **l'Établissement Public d'Aménagement Universitaire de la Région Île-de-France**, mandataire de l'opération, représenté par son directeur général, désigné ci-après « l'EPAURIF » ou « le mandataire »,

Il a été convenu ce qui suit :

## PRÉAMBULE

*Modifié par les avenants n° 1, 2 et 4.*

*L'Université d'Evry Val d'Essonne (UEVE), située dans l'académie de Versailles, fait partie des 4 universités nouvelles créées en 1991 dans la région Île-de-France.*

*Membre associée de l'Université Paris-Saclay, elle accueille près de 13 000 étudiants, près de 470 enseignants (chercheurs ou professionnels associés) et plus de 400 personnels administratifs et techniques. Elle regroupe notamment 5 unités de formation et de recherche (UFR), une école d'ingénieur (ENSJIE) et 18 laboratoires de recherche labellisés.*

*Le projet de mise en sécurité et de réhabilitation du bâtiment Maupertuis, situé sur le campus d'Evry, est inscrit au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Il s'agit d'une construction très récente (livrée en 2000) qui, bien que réussie sur le plan architectural, présente aujourd'hui des dysfonctionnements techniques et fonctionnels très importants.*

*Ce bâtiment de 15 000 m<sup>2</sup> héberge des UMR de biologie, de chimie et de STAPS, ainsi que des plateformes de recherche de haut niveau (spectroscopies, plateformes de microscopie optique et de force atomique, culture cellulaire...).*

*Il est un site majeur des enseignements de Licence et Masters de l'UFR "Sciences Fondamentales et Appliquées". Il est de plus un lieu structurant des partenariats académiques et public-privé de l'Université (deux entreprises de biotechnologie y sont hébergées sous convention, et reçoivent notamment les soutiens du biocluster Genopole, de la SATT Paris-Saclay et d'IncubAlliance).*

*L'EPAURIF a mené depuis 2016 l'ensemble des études permettant de fonder et documenter les besoins de rénovation de ce bâtiment.*

*L'attribution, décidée fin 2020, de subventions complémentaires au titre du Plan de relance, va permettre d'accompagner cette opération Maupertuis et de qualifier un projet qui, au-delà d'une réappropriation d'espaces critiques pour la recherche, relance une dynamique immobilière nécessaire à la transformation de l'université, dans la perspective d'une convergence avec l'Université Paris-Saclay.*

*Des crédits complémentaires à hauteur de 10 M€ sont par ailleurs alloués par l'Etat au titre du CPER 2021-2027, ce qui va permettre de parachever l'opération et de répondre aux différentes problématiques fonctionnelles et techniques du bâtiment Maupertuis et de la conduite d'un projet de cette complexité.*

*La présente convention fait suite à la convention d'études n°2016/15. Elle définit le cadre de référence d'une collaboration entre l'Université et l'EPAURIF pour la suite du projet, confiant à l'EPAURIF la réalisation d'un mandat de maîtrise d'ouvrage. L'avenant n°1 organise l'inscription d'ambitions nouvelles, notamment en matière de rénovation énergétique, et l'apport de financements complémentaires pour ce faire. L'avenant n°2 permet l'intégration de travaux complémentaires pour parachever l'opération (reprise complète du réseau de chauffage, mises aux normes PMR, changement des menuiseries, reprises de gros œuvre).*

*À l'issue de la convention et de ses quatre premiers avenants, celle-ci intègre une mission complémentaire dont se chargera l'EPAURIF : mission « programmation et gestion des transferts en lien avec l'Université ».*

## ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

*Modifié par les avenants n° 1 et 3.*

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, et des articles 2 à 4 du décret n°2006-1543 du 7 décembre 2006 modifié, relatif au statut de l'EPAURIF, le Ministère chargé de l'Enseignement supérieur et l'Université, maître d'ouvrage, confie à l'EPAURIF un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'opération de mise en sécurité et de réhabilitation énergétique du bâtiment Maupertuis, désignée ci-après « le projet ».

## ARTICLE 2. PROGRAMME, COÛTS ET DÉLAIS

*Modifié par les avenants n° 1, 2 et 4.*

### 2.1. Détails du programme

Le plan de situation figure à l'annexe 1.

Le dossier d'expertise est joint à la présente convention et constitue l'annexe 2.

Le programme détaillé de l'opération sera validé par le maître d'ouvrage selon les modalités de gouvernance précisées ci-après et sera mis à jour au fur et à mesure des études de conception.

### 2.2. Coût global de l'opération

Le coût global de l'opération est estimé à **29,133 M€** toutes dépenses confondues (TDC).

Sa décomposition est donnée en annexe 3 de la présente convention, à titre indicatif.

Le financement de cette opération se décompose comme suit :

Plan de relance	9 893 386 €	
CPER 2015-2020	7 000 000 €	
CPER 2021-2027	10 000 000 €	(dont 1,25 M€ hors opération EPAURIF pour la location et l'aménagement des locaux provisoires)
Fonds propres de l'Université	1 700 000 €	(SSI hors opération EPAURIF)
Fonds propres complémentaires de l'Université	540 000 €	(pour le financement des travaux supplémentaires)
TOTAL	29 133 386 €	
Dont part EPAURIF	26 183 000 €	

Le montant financier confié à l'EPAURIF pour la réalisation de ses missions est porté à **26,183 M€** TDC (et dont 0,1 M€ intégrés à la convention d'études préalables (n° 2016-15).

Ce montant est décomposé comme suit :

- **17,433 M€** TDC correspondant à la mission EPAURIF après l'avenant n° 1 ;
- 7,9 M€ TDC au titre du financement des tranches optionnelles de parachèvement de l'ouvrage ;
- 0,85 M€ TDC au titre de la programmation et la gestion des transferts.

Compte tenu de ces éléments, la part de financement conservée par l'UEVE se décompose ainsi :

- 1,7 M€ de fonds propres pour réaliser les travaux de SSI ;
- 1,25 M€ TDC pour la location et l'aménagement des locaux provisoires.

Cette enveloppe de 26,183 M€ n'intègre pas non plus :

- l'achat, la fourniture et l'installation des mobiliers et des premiers équipements ;
- les frais de location d'éventuels locaux provisoires ;
- les autres frais exclus de l'évaluation du dossier d'expertise.

### **2.3. Délais**

Le calendrier prévisionnel figure en annexe 4.

L'EPAURIF rendra compte du suivi et des évolutions éventuelles du calendrier figurant dans l'annexe 4 dans le cadre des comités de pilotage prévus par l'O.

Sauf en cas de décalage significatif entre ces prévisions et l'évolution de l'opération, le calendrier pourra évoluer sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

La mission de l'EPAURIF n'est pas assortie de pénalités.

### **2.4. Modification du programme ou de l'enveloppe de l'opération**

L'EPAURIF s'engage à réaliser l'opération dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis, qu'il accepte.

Un avenant à la présente convention devra être conclu :

- dans le cas où, au cours de la mission, l'EPAURIF estimerait ne pas pouvoir réaliser les prestations qui lui sont confiées dans l'enveloppe financière prévisionnelle ; il en avertira immédiatement le maître d'ouvrage et le Ministère chargé de l'Enseignement supérieur ;
- dans le cas où, au cours de la mission, le maître d'ouvrage estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle.

## **ARTICLE 3. MISSION CONFIEE À L'EPAURIF**

*Modifié par les avenants n° 1 et 2*

La mission de l'EPAURIF portera notamment, dans les limites fixées par l'article 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, sur :

- La réalisation des diagnostics nécessaires aux études de maîtrise d'œuvre ;
- La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- La définition et le suivi du calendrier de l'opération ;
- Le choix des prestataires appelés à intervenir dans le cadre de l'opération ;



- La passation, gestion et résiliation de tous les marchés et contrats nécessaires à la réalisation des missions confiées à l'EPAURIF au titre de la convention ;
- La gestion administrative, financière et comptable de l'opération et le paiement des prestataires ;
- Le suivi des études et autres prestations intellectuelles ;
- Le pilotage des autorisations administratives et la conduite des autres procédures réglementaires nécessaires à la réalisation de l'opération. L'EPAURIF est autorisé à déposer, pour le compte du maître d'ouvrage, les demandes d'autorisations administratives ;
- La conduite et la réception des travaux, sachant que plusieurs réceptions pourraient être nécessaires en fonction de la cinématique opérationnelle qui sera choisie ;
- Le gardiennage, la gestion, l'entretien et le fonctionnement courant des zones mises
- La levée des réserves, et la gestion, en lien avec l'Université, de la garantie de parfait achèvement ;
- La capacité d'agir en justice et la gestion juridique en cas de litiges avec des tiers et pour tous les actes nécessaires à la réalisation des missions confiées à l'EPAURIF au titre de la convention.
- La programmation et la gestion des transferts en lien avec l'Université.
- Le pilotage en tant que mandataire des travaux d'aménagement nécessaires pour les locaux provisoires de l'Université en cas de réalisation de bâtiments modulaires (scénario non privilégié) (2000 m<sup>2</sup>).

### **Programmation et gestion des transferts**

L'EPAURIF pilotera pour le compte de l'Université les tâches suivantes :

- désignation d'un programmiste pour établissement du cahier des charges des locaux provisoires sur la base des besoins définis par l'UEVE ;
- suivi de l'élaboration du programme ;
- désignation d'un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la gestion des transferts ;
- obtention d'un phasage et d'un inventaire des biens à transférer en lien avec l'Université ;
- établissement du cahier des charges de désignation du déménageur ;
- désignation du déménageur ;
- pilotage du déménageur en lien avec l'AMO transfert et le groupement de conception/réalisation.

Durant ces phases, l'Université d'Évry désignera un interlocuteur interne qui sera l'interlocuteur privilégié des utilisateurs de l'Université, d'une part, et de l'EPAURIF et de son AMO d'autre part.

Avec le soutien de l'AMO transfert que missionnera l'EPAURIF, l'Université assurera notamment l'interface avec les utilisateurs pour toute la communication et l'organisation des échanges liés au chantier : avancement de l'opération, présentation des modalités de déménagement, réponses aux interrogations des utilisateurs, remontée et consolidation des informations nécessaires émanant des utilisateurs ou services techniques concernés, etc.

Les modalités d'intervention de chacun auprès des utilisateurs seront définies au travers d'une note de gouvernance.

### **Pilotage des locaux modulaires (si besoin)**

Le scénario retenu pour les locaux provisoires est la location de locaux existants.

La recherche de ces locaux relève de la responsabilité de l'Université d'Évry et est en cours en novembre 021.

Néanmoins, s'il s'avérait finalement nécessaire de réaliser des bâtiments modulaires, l'EPAURIF et l'UEVE se rapprocheraient afin de convenir des modalités optimales pour le pilotage de leur réalisation, ainsi que pour assurer les conditions financières et matérielles de leur réalisation.

## **ARTICLE 4. MISSION ASSURÉE PAR L'UNIVERSITÉ**

*Modifié par l'avenant n° 1.*

L'université s'engage à faciliter l'accès de l'EPAURIF au site de l'opération et à fournir les informations techniques dont cet établissement pourrait avoir besoin, à partir de la signature.

### **4.1. Validation**

L'Université valide :

- le programme détaillé et ses mises à jour,
- le mode de dévolution,
- le choix des groupements d'entreprises et/ou de concepteurs intervenant dans le cadre des études et de la réalisation du projet,
- les jalons d'études (APS, APD)
- les propositions de réception.

Pour les éléments cités ci-avant pour lesquels sa validation est requise, l'Université dispose d'un délai d'une semaine pour faire part au mandataire de ses observations sur les documents qui lui sont transmis.

Par ailleurs, un reporting financier mensuel spécifique sera mis en place pour répondre aux exigences mises en place par la Direction de l'Immobilier de l'État dans le cadre de l'attribution des crédits du Plan de relance.

### **4.2. Mise à disposition des ouvrages**

Le maître de l'ouvrage met les ouvrages, objet des travaux ou nécessaires à leur réalisation, à disposition du mandataire, à la demande de ce dernier. La mise à disposition, effectuée pour chaque tranche de travaux, fait l'objet d'un procès-verbal contradictoire.

Les conditions de sécurité et de sûreté des zones impactées par les travaux pourront être précisées sous la forme d'un protocole mis au point conjointement par l'université et son mandataire.



## ARTICLE 5. FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

*Modifié par les avenants n° 1, n° 2 et n° 4.*

### 5.1. Dispositions générales

Dès signature de la présente convention, l'EPAURIF est autorisé à engager, pour le montant intégral des financements alloués, l'ensemble des actes nécessaires à la réalisation de sa mission.

Le financement du coût global de l'opération, défini à l'article 2.1, est pris en charge par l'Université, qui s'engage à procéder aux versements aux phases suivantes :

- 0,2 M€ à la signature de la présente convention,
- 1,693 M€ à la signature du présent avenant,
- 5 M€ à la notification du premier marché de travaux/conception réalisation,
- 5 M€ à l'OS travaux
- 8 M€ à OS travaux + mois
- 5,75 M€ à OS travaux + 12 mois
- 0,54 M€ à la signature de l'avenant n° 4 de la présente convention.

Cet échéancier pourra être revu par simple échange de courrier à l'avancement du projet.

Les versements s'effectueront sur la base d'appels de fonds émis par l'EPAURIF. Ces appels de fonds seront adressés à la direction des affaires financières de l'Université à chaque phase mentionnée ci-dessus. L'Université dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de l'appel de fonds pour effectuer le virement.

Au terme de l'exécution de la convention, l'EPAURIF présentera au financeur toutes les pièces nécessaires au décompte final des dépenses réellement constatées.

Ce décompte générera un règlement pour solde du financeur à l'EPAURIF ou, le cas échéant, un reversement du trop-perçu par l'EPAURIF au financeur, dans un délai de 2 mois après validation du quitus selon les termes de l'article 9 ci-après.

À titre indicatif, il est précisé que le plan de financement prévisionnel envisagé par l'Université et mandaté à l'EPAURIF est le suivant :

- État : 9 893 386 € au titre du plan de relance ;
- État : 7 000 000 € au titre du CPER 2015 -2020 ;
- État : 8 750 000 € au titre du CPER 2021-2027 ;
- Université : 540 000 € en fonds propres.

L'université s'engage à fournir un n° d'engagement juridique à l'EPAURIF afin de que dernier puisse procéder à l'envoi des appels de fonds de manière dématérialisée via la plateforme Chorus Portail Pro.

Ce décompte générera un règlement pour solde du financeur à l'EPAURIF ou, le cas échéant, un reversement du trop-perçu par l'EPAURIF aux financeurs dans un délai de 2 mois après validation du quitus selon les termes de l'article 7 ci-après.

Dans le cas où, au cours de la mission, l'EPAURIF estimerait ne pas pouvoir réaliser sa mission dans le budget alloué, il en avertira immédiatement le Ministère chargé de l'Enseignement supérieur et l'université. L'EPAURIF ne pourra engager aucune dépense supplémentaire sans qu'un avenant à la présente convention ne soit conclu pour préciser les modalités à mettre en œuvre.

## **5.2. Article 5.2 Dispositions relatives aux modalités de mobilisation de la déduction de TVA**

Afin que le maître d'ouvrage puisse faire valoir le cas échéant ses droits à déduction de TVA, les factures devront faire explicitement apparaître la mention « EPAURIF, agissant au nom et pour le compte de ... ».

Les factures prises en charge par l'EPAURIF, notamment préalablement à la signature de la présente convention qui ne comportaient pas une telle référence explicite, pourront être considérées, le cas échéant, comme ouvrant droit à la déduction dès lors que des éléments de leur contenu feront mention de l'opération. Un certificat administratif du directeur général de l'EPAURIF, visé par l'agent comptable de l'établissement et attestant du rattachement de la dépense à l'opération de réhabilitation dans le cadre de la convention susvisée sera transmis à l'université.

Afin de permettre à l'université d'intégrer dans sa déclaration de TVA auprès des services fiscaux ses droits à déduction au titre de l'opération, l'EPAURIF s'engage à lui adresser, de manière trimestrielle, un état récapitulatif des paiements réalisés par ses soins au cours de la période précédente au titre des dépenses ouvrant droit à déduction.

Cet état, qui constituera, au sens de la réglementation fiscale, le « document unique valant compte-rendu et facture » permettant le transfert du droit à déduction de l'EPAURIF (agissant en qualité d'intermédiaire transparent) à l'université (agissant en tant que commettant) fera expressément apparaître qu'il est établi dans le cadre de la mission de mandataire confiée à l'EPAURIF par la présente convention. Cet état sera transmis après avoir été visé par l'agent comptable de l'EPAURIF. L'EPAURIF tiendra à disposition du maître d'ouvrage pendant toute la durée de l'opération les factures, qu'il lui remettra à l'issue des délais réglementaires relatifs à la conservation des pièces justificatives applicables à l'EPAURIF.

## **ARTICLE 6. MOYENS MIS EN PLACE PAR L'EPAURIF**

*Modifié par les avenants n° 1 et 3.*

L'EPAURIF met en place une équipe de projet, pour un volume total estimé à un (1) équivalents temps plein répartis sur la durée de l'opération définie à l'article 8.

Cette équipe projet bénéficie en tant que de besoin de l'appui des équipes des directions supports de l'établissement pour une mobilisation estimée forfaitairement à 0,6 ETPT support pour chaque ETPT technique.

En tenant compte du coût effectif des agents qui interviendront dans l'opération et des frais de structure de l'établissement (y compris appui des services support), les prestations de cette équipe

de projet sont valorisées au coût unitaire de 850 €/jour (niveau directeur de projet) et 650 €/jour (niveau responsable d'opérations).

Le coût total des missions de maîtrise d'ouvrage prévues sur la durée de l'opération et assurées par l'EPAURIF est ainsi estimé à 620.900 € TTC. Le tableau ci-après détaille le chiffrage des actions par une évaluation des temps passés.

	Directeur de projets (850 € / jour)		Responsable d'opération (650€ / jour)		Total	
Phase	Nbre de jours	Coût	Nbre de jours	Coût	Nbre de jours	Coût
Pilotage période 2018-2020	37	31 450€	153	99 450€	190	130 900€
Pilotage (procédures, études et travaux) 2021-2024	175	148 750€	525	341 250€	700	490 000€
TOTAL	212	180 200€	678	440 700€	890	620 900€

Pour la période 2018-2020, ces coûts ont été pris en charge par l'Etat dans le cadre de la subvention pour charges de service public qu'il verse à l'EPAURIF.

Au regard de l'investissement plus soutenu rendu nécessaire par le calendrier attaché au Plan de relance, les coûts pour la période à compter de 2021 sont pris en charge par l'université, au sein de l'enveloppe globale de projet prévue aux articles 2 et 5.

Cette somme sera versée à l'EPAURIF selon l'échéancier suivant :

Année	2021	2022	2023	2024
Echéance	Notification de l'avenant à la convention	T1	T1	T1
%	25 %	25%	25%	25%
Montant (TTC)	140 000	140 000	140 000	140 000

La valorisation des frais de prestations de l'équipe projet de l'EPAURIF pourra évoluer par voie d'avenant en cas d'évolution du calendrier de l'opération.

L'Université s'engage à fournir un numéro d'engagement juridique à l'EPAURIF afin de que dernier puisse procéder à l'envoi des appels de fonds de manière dématérialisée via la plateforme Chorus Portail Pro.

## ARTICLE 7. GOUVERNANCE DE L'OPÉRATION

Le suivi de l'opération et de l'exécution de la mission de l'EPAURIF s'effectuera dans le cadre d'un Comité de pilotage qui comprendra :

- le Président de l'Université, ou son représentant, qui en assurera la présidence ;
- le Recteur de l'académie de Versailles, ou son représentant ;
- le Directeur général de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle, ou son représentant ;
- le Directeur général de l'Etablissement Public d'Aménagement Universitaire de la Région Île-de-France ou son représentant.

Il sera notamment chargé :

- d'assurer le suivi de la réalisation des engagements pris par les signataires de la présente convention ;
- de veiller à la qualité de la transmission des informations entre les établissements partenaires du projet.

Il se réunira aux phases clés de l'opération :

- à la validation du programme détaillé
- à la validation de l'APS
- à la validation de l'APD

L'ordre du jour, la convocation des membres, la présentation et le compte-rendu seront à la charge de l'EPAURIF.

L'EPAURIF fournira, lors de chaque Comité de pilotage, un bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération et rendra compte de l'état d'avancement de l'opération, des événements marquants intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour les éventuelles décisions à prendre par le maître d'ouvrage ou l'exploitant pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions.

Le Président de l'Université assure, en tant que de besoin, l'information des collectivités territoriales concernées sur l'avancement des études.

## **ARTICLE 8. ACHÈVEMENT DES TRAVAUX**

### **8.1. Accord sur la (ou les) réception(s) de travaux**

L'EPAURIF est tenu d'obtenir l'accord du maître d'ouvrage avant d'établir et de notifier aux entreprises la (ou les) décision(s) de réception des travaux.

Il organise les visites des ouvrages à l'achèvement des travaux et à la levée des réserves et établit un compte rendu des observations émises lors de ces visites.

En conséquence, la (ou chaque) réception sera organisée par le mandataire dans le respect des règles suivantes :

- avant l'établissement du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le mandataire organisera la visite des ouvrages à réceptionner avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et produira un compte rendu des observations émises ;

- le mandataire transmettra ses projets de décisions de réception des travaux à l'Université. Celle-ci dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître sa décision à l'EPAURIF, faute de quoi son accord tacite des propositions de l'EPAURIF est réputé acquis ;
- le mandataire établira la décision de réception –ou, le cas échéant, de refus– et la notifiera à l'entreprise concernée et au maître d'œuvre. Une copie sera notifiée à l'Université.

## **8.2. Mise à disposition des ouvrages**

### **8.2.1. Mise à disposition des ouvrages**

Les ouvrages sont mis à la disposition de l'Université à la date de la notification à l'entreprise de la réception complète des travaux.

La mise à disposition d'ouvrage transfère la responsabilité, la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à l'Université.

Entrent dans la mission de l'EPAURIF la levée des réserves et la mise en jeu éventuelle de la garantie de parfait achèvement ; l'Université doit lui laisser toutes facilités pour assurer ces obligations. Toutefois, la mise en jeu éventuelle des garanties biennale ou décennale et toute action contentieuse liée reste de la seule compétence du maître d'ouvrage.

L'EPAURIF ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

### **8.2.2. Mise à disposition partielle ou anticipée des ouvrages**

En complément de l'article 8.2.1, si le maître d'ouvrage demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne pourra intervenir qu'après réception partielle correspondante.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux consigné dans un procès-verbal entre le maître d'ouvrage et son mandataire. Le constat doit faire mention le cas échéant des réserves de réception restant à lever à date du constat. Les surcoûts éventuellement engendrés par cette mise à disposition anticipée sont à la charge de l'Université.

La mise à disposition prend effet à une date convenue entre les deux parties.

## **ARTICLE 9. QUITUS D'ACHÈVEMENT DE LA MISSION**

La mission du mandataire prend fin par le quitus délivré par le maître d'ouvrage ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées ci-après.

Le quitus est délivré, à la demande de l'EPAURIF, après exécution complète de ses missions :

- réception des ouvrages et levée des réserves ;
- expiration du délai d'un an de la période de garantie de parfait achèvement des ouvrages ;
- remise des dossiers suivants :
  - tous les exemplaires des marchés conclus au titre de l'opération accompagnés des pièces suivantes : avenants, déclarations de sous-traitance, décisions de réception, procès-verbal de levée des réserves, décomptes généraux et définitifs ;
  - les dossiers des ouvrages exécutés ;

- le dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages ;
- l'ensemble des dossiers relatifs aux autorisations administratives ;
- le procès-verbal de la commission de sécurité.

Le maître d'ouvrage doit notifier sa décision à l'EPAURIF dans les deux mois suivant la réception de la demande de quitus. Le silence du maître d'ouvrage vaut acceptation à compter du premier jour du troisième mois.

Si, à la date du quitus, il subsiste des litiges entre l'EPAURIF et certains de ses contractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

## **ARTICLE 10. DURÉE DE VALIDITÉ DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à sa notification et expirera à la délivrance du quitus d'achèvement de la mission selon les termes de l'article 9.

## **ARTICLE 11. PERSONNE HABILITÉE À ENGAGER L'EPAURIF**

Pour l'exécution de ses missions, l'EPAURIF sera représenté par son directeur général ou par tout délégataire de signature dûment désigné dans le cadre de la gestion courante de cet établissement.

## **ARTICLE 12. RÈGLES DE PASSATION DES CONTRATS.**

Pour la passation des contrats et marchés nécessaires à la réalisation de l'opération, l'EPAURIF est tenu de respecter les dispositions applicables aux pouvoirs adjudicateurs conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 modifiée et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 modifié.

La passation des contrats et marchés conclus par l'EPAURIF est soumise aux procédures de contrôle qui s'imposent à celui-ci.

## **ARTICLE 13. MESURES COERCITIVES – RÉSILIATION**

La présente convention peut être résiliée dans les cas suivants :

- si l'EPAURIF est défaillant, et après mise en demeure infructueuse, le Ministère chargé de l'Enseignement supérieur ou l'Université peuvent résilier la présente convention ;
- dans le cas où le Ministère chargé de l'Enseignement supérieur ou l'Université ne respecteraient pas leurs obligations, l'EPAURIF, après mise en demeure restée infructueuse, a droit à la résiliation de la présente convention ;
- dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute de l'EPAURIF, la résiliation peut intervenir de l'une ou de l'autre des parties ;



- en cas de force majeure, entendu comme un événement imprévisible, insurmontable et extérieur aux parties.

Dans les cas qui précèdent hors celui de force majeure, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation.

## **ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

L'Université autorise gracieusement l'EPAURIF à exploiter les droits cédés dans le cadre des marchés et contrats dont il aura eu la gestion lors de la présente opération dans le respect des dispositions du Code de la propriété intellectuelle, ce à des fins de communication, statistiques ou dans le cadre de d'études menées pour son compte propre ou à la demande de partenaires institutionnels.

## **ARTICLE 15. LITIGES**

En cas de différends ou de difficultés rencontrés dans l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à mener des discussions de bonne foi et à effectuer leurs meilleurs efforts, en vue d'un règlement amiable.

## **ANNEXES**

Annexe 1 Plan de situation

Annexe 2 Dossier d'expertise

Annexe 3 Enveloppe financière prévisionnelle (modifiée par les avenants n° 1, 2 et 4)

Annexe 4 Calendrier prévisionnel (modifiée par l'avenant n° 1)

Fait à Paris, le :

Pour le ministère chargé de l'Enseignement supérieur

Pour l'Université d'Évry-Val d'Essonne,

Le recteur de la région académique d'Île-de-France,  
recteur de l'académie de Paris, chancelier des  
universités de Paris et d'Île-de-France

Le président

Pour l'établissement public d'aménagement  
universitaire de la région Ile-de-France,

Le directeur général



**Délibération du Conseil d'Administration  
Du 19 septembre 2023**

**Objet : Election du Vice-Président BIATSS du Conseil d'Administration**

**Vu** le code de l'éducation ;  
**Vu** les statuts de l'Université d'Evry, notamment l'article 14 ;  
**Vu** les résultats du scrutin du 19 septembre 2023 ;  
**Vu** la délibération CA/DAJI/31.01.2023/54 du Conseil d'Administration du 31 janvier 2023 portant élection du Président de l'Université d'Evry.

Note de contexte :

*Le Conseil d'Administration doit élire, sur proposition du Président de l'Université d'Evry, le Vice-Président BIATSS du Conseil d'Administration à la majorité des suffrages exprimés ou représentés.*

*Le candidat proposé est Monsieur Thierry MILLANT.*

**Le Conseil d'Administration décide,**

**Article unique :**

Membres en exercice : 33  
Nombre de votants : 30

VOTE	Pour : 24	Contre : 3	Abstention : 3
------	-----------	------------	----------------

Monsieur Thierry MILLANT est élu Vice-Président BIATSS du Conseil d'Administration à compter du 20 septembre 2023.

Fait à Evry, le 19 septembre 2023.

Vincent BOUHIER  
Président de l'Université Evry

